

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la
définition de la stratégie de mécénat et sa mise en œuvre**

**Projet de construction de la Cité du théâtre en reconversion des
Ateliers Berthier, Paris 17^e**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Appel d'offres ouvert *en application des articles L. 2124-1, R.2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande
publique*

Date et heure limites de remise des offres : **27 janvier 2021 à 14h00**

Type de marché

Marché de prestations intellectuelles

Référence du marché

2020-CDTM203018-00-00

Pouvoir adjudicateur

Groupement d'intérêt public Cité du théâtre ci-après dénommé GIP

CCP V1 décembre 2020

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Acheteur	3
ARTICLE 2 – Objet de la consultation	3
ARTICLE 3 – Dispositions générales	4
ARTICLE 4 – Dossier de consultation	5
ARTICLE 5 – Présentation des candidatures et des offres	6
ARTICLE 6 – Jugement des candidatures et des offres	8
ARTICLE 7 – Visite préalable du site	9
ARTICLE 8 – Renseignements complémentaires	9
ARTICLE 9 – Modalités de recours	9

ARTICLE 1 – Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : Groupement d'intérêt public Cité du théâtre

Groupement d'intérêt public Cité du théâtre
32, boulevard Berthier
75017 PARIS

Téléphone : 07.84.51.03.89

Site internet : <http://www.citedutheatre.fr/> (en cours de création)

ARTICLE 2 – Objet de la consultation

L'opération Cité du théâtre, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le GIP Cité du théâtre, porte sur des travaux de déconstruction, restauration et d'extensions des actuels Ateliers Berthier situés au 32 boulevard Berthier – Paris 17^e. La Cité du théâtre constituera un pôle artistique et culturel réunissant trois grandes institutions – le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique, l'Odéon-Théâtre de l'Europe et la Comédie-Française – et comprendra :

- les nouveaux locaux du Conservatoire, regroupant des salles de spectacle et de travail, des salles d'enseignement et de recherche ainsi que des espaces techniques et administratifs, en conservant le théâtre à l'italienne, rue du conservatoire dans le 9^e arrondissement ;
- des salles de spectacle, de répétition, et des espaces techniques et administratifs pour le théâtre de l'Odéon, en complément du site de l'Odéon situé dans le 6^e arrondissement de Paris ;
- des salles de spectacle, de répétition et des espaces techniques et administratifs pour la Comédie-Française, en complément du site de Richelieu, situé dans le 1^{er} arrondissement de Paris ;
- un « 4^e pôle » traduisant les échanges entre les trois établissements, dans une logique de site affirmée, correspondant aux espaces communs, des services au public et ouverts sur le quartier (halls d'accueil, centre de ressources, espaces commerciaux notamment de restauration).

2-1-Objet du contrat

La présente consultation porte sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans la définition de la stratégie de mécénat et sa mise en œuvre, dans le cadre de l'opération Cité du théâtre en reconversion des Ateliers Berthier.

2-2-Procédure de passation

La présente consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des dispositions des articles L. 2124-1, R.2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

2-3-Forme du contrat

Le présent marché est un marché à prix mixte. Il suit également les dispositions des articles R. 2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique relatifs aux marchés à tranches.

Il comporte :

- une part relative à la définition de la stratégie de mécénat et sa mise en œuvre, rémunérée à prix global et forfaitaire et dont le montant est indiqué à la DPGF,
- une part relative au démarchage et au suivi traitée à prix mixte :

- Le GIP pourra commander au titulaire des prestations pour le démarchage et le suivi sur la base des prix indiqués au BPU. A ce titre le marché est en partie un accord-cadre monoattributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum de **50 K€ HT** sur toute la durée du marché, passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.
- Une rémunération par palier sera mise en place en complément suivant le tableau de calcul des honoraires en fonction des montants atteints de mécénat. Dans ce tableau des paliers pourront être intégrées au cours de l'exécution du marché en accord avec le prestataire.

2-4-Représentant de la personne publique

Monsieur Adrien PETIT, Directeur du groupement d'intérêt public Cité du théâtre, nommé par délibération de l'assemblée générale du GIP en date du 28 novembre 2019.

ARTICLE 3 – Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-Lots

Le marché n'est pas alloti.

3-1-2-Phasage de la mission

La mission se décomposera en 1 tranche ferme et 1 tranche optionnelle.

La tranche ferme traitée à prix forfaitaire, est décomposée en 5 phases.

Tranche ferme : Définition de la stratégie de mécénat et sa mise en œuvre

- prise de connaissance du dossier ;
- rédaction du dossier de présentation ;
- cadre de référence interne ;
- identification des prospects ;
- mise en œuvre.

La tranche optionnelle traitée à prix mixtes est décomposée en 3 phases :

Tranche optionnelle : Démarchage et suivi

démarchage des prospects ;

rédaction des conventions de mécénat ;

suivi des engagements.

Le détail des éléments de mission pour chacune des tranches est donné à l'article 5 du CCP.

Indemnités de dédit en cas de non affermissement des tranches optionnelles :

Il ne sera pas accordé au titulaire d'indemnité de dédit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs tranche(s) optionnelle(s).

Il ne sera pas prévu de rabais sur les prix de la tranche ferme, en cas d'exécution d'une ou plusieurs tranche(s) optionnelle(s).

Indemnités d'attente en cas de retard dans l'affermisssement des tranches optionnelles :

Il ne sera pas accordé à l'entreprise d'indemnité d'attente en cas de retard dans l'exécution d'une des tranches.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

Le marché débutera à compter de sa date de notification et prendra fin à l'issue du suivi des engagements de la tranche ferme ou

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la définition de la stratégie de mécénat et sa mise en œuvre – 2020-

CDTM203018-00-00

Projet de construction de la Cité du théâtre aux Ateliers Berthier, Paris 17^e

Règlement de consultation – RC V1 décembre 2020

de la tranche optionnelle en cas d'affermissement de celle-ci.

Le délai global d'exécution des prestations est estimé à 72 mois à compter de la notification du marché.

3-3-Modalités de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours, sauf suspension de droit, à compter de la date de réception des factures.

3-4-Conditions de participation des concurrents

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

I - Variante (prestation alternative) à l'initiative du candidat / prestation supplémentaire éventuelle facultative

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Il n'est pas prévu de PSE facultative.

II - Variante (prestation alternative) et/ou prestation supplémentaire éventuelle imposée par l'acheteur

Il n'est pas prévu de variantes imposées par l'acheteur.

Il n'est pas prévu de PSE obligatoire.

ARTICLE 4 – Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC);
- l'acte d'engagement (AE) ;
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), le bordereau de prix unitaire (BPU), le tableau de calcul des honoraires en fonction des montants atteints de mécénat,
- le CCP et ses annexes définies à l'article 4.1 de ce dernier.

4-2-Modifications de détail au dossier de consultation

Le GIP se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 – Présentation des candidatures et des offres

Les documents remis par les candidats seront obligatoirement rédigés en langue française sous peine de rejet de l'offre. Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

5-1-Contenu des candidatures

- Un formulaire DC1 (version mise à jour 31/03/16) intitulé « Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants ». Ce document est à renseigner par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. Ce document doit être signé, soit par le candidat individuel, soit par tous les membres du groupement en cas de candidature groupée.
- Un formulaire DC2 intitulé « Déclaration du candidat ou du membre du groupement ». Ce document est à renseigner par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement. Il n'a pas besoin d'être signé ;

Les imprimés DC1 (version mise à jour le 31/03/16) et DC2 sont téléchargeables sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- La copie du (des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets de l'avis sur les 3 derniers exercices ;
- Les références de moins de trois ans portant sur des prestations de même type avec précisions des montants, des noms et coordonnées du client public ou privé, et des dates de livraison ;
- Une déclaration indiquant les moyens matériels du candidat ;
- La déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, ou selon les documents justificatifs et autres moyens de preuve définis à l'article R. 2143-6 dudit code

En cas de candidature sous forme d'un groupement d'entreprises, il est précisé que si le groupement remplit une seule lettre de candidature (DC1 ou équivalent) chaque membre du groupement devra produire tous les autres documents mentionnés ci-avant.

Nota : les candidats doivent produire les mêmes justificatifs fiscaux et sociaux concernant leur(s) cotraitants le cas échéant.

5-2-Contenu des offres

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement (AE), cadre ci-joint à compléter, parapher, dater et signer à la dernière page par le représentant qualifié de la société, auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal,
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), ci-joint à compléter, parapher, dater et signer à la dernière page,
- le bordereau des prix unitaires (BPU), cadre ci-joint à compléter, parapher, dater et signer à la dernière page,
- le tableau de calcul des honoraires en fonction des montants atteints de mécénat, à parapher, dater et signer à la dernière page,
- le cahier des clauses particulières (CCP), cahier ci-joint à accepter sans modification, dater et signer à la dernière page,

- le mémoire méthodologique de l'offre du candidat remis à l'appui de sa proposition. Le mémoire méthodologique devra préciser notamment les dispositions prises pour chaque étape de la mission et ce dernier devra comprendre les CV des intervenants proposés pour l'exécution de la mission. Le candidat devra présenter les temps d'intervention pour chacun des éléments de mission.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article R.2332-11 du code de la commande publique, le pli doit être remis par transmission électronique dans les conditions énoncées par le présent règlement de la consultation.

5.4.1 – Se préparer pour une réponse dématérialisée sur PLACE

- ▣ **Vérifier les prérequis techniques de la plate-forme, et la configuration du poste ;**
- ▣ **S'inscrire et s'authentifier sur www.marches-publics.gouv.fr ;**
- ▣ **S'assurer de la mise à jour de son SIRET sur son compte entreprise ;**
- ▣ **« se préparer à répondre », en testant la fonctionnalité de remise des plis.**

Une consultation de test est disponible dans le menu « aide ». Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle. Ce test vous permettra de vous familiariser avec la procédure.

Nous vous invitons à effectuer ces tests avant de remettre vos offres par voie électronique notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Formats de fichiers préconisés : doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : PNG / JPEG.

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Accompagnement : le support technique de la plate-forme PLACE est à votre disposition pour vous accompagner !

5.4.2 – Répondre électroniquement

Les candidats doivent transmettre leur pli par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Aucun envoi sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisé.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique, dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, ou pour lesquelles l'offre n'est pas parvenue dans les délais de dépôt des plis, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôts des plis. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Une hotline est à votre disposition au numéro suivant : 01 76 64 74 07

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'Acte d'engagement qui devra donc être rematérialisé sous format papier.

ARTICLE 6 – Jugement des candidatures et des offres

6-1-Conditions de recevabilité des candidatures

L'acheteur vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats sur la base des éléments demandés à l'article 5-1 du présent règlement.

En application de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, cette vérification peut être effectuée à tout moment de la procédure et se fera au plus tard avant l'attribution du marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

6-2-Critères de jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critère 1 – Valeur Technique appréciée au regard du mémoire technique : 60 % décomposés comme suit :

- 30 % pour les moyens humains spécifiquement dédiés à l'opération
- 30 % pour la qualité et la pertinence de la démarche et de la méthodologie proposée

Critère 2 – Prix : 40 % décomposé comme suit :

- Montant de la DPGF : 35 %
- Montant du BPU : 5 %

Le critère « valeur technique » sera analysé sur la base de la note méthodologique fournie à l'appui de l'offre, au regard des éléments répondants aux sous critères définis ci-après :

Le sous critère « moyens humains spécifiquement dédiés à la mission » : présentation de **l'équipe dédiée** à la réalisation de la mission, **justifiant des compétences** en matière définition de stratégie de mécénat et de démarchage puis suivi sur des projets d'ampleur similaire.

Le sous critère « méthodologie utilisée » : prise en compte de la compréhension du contexte, des enjeux, du calendrier, et qualité des outils méthodologiques utilisés.

La formule appliquée pour déterminer la note du critère prix est la suivante :

Note du candidat = $10 \times (\text{prix proposé le plus faible} / \text{prix proposé du candidat})$

sur la base d'une simulation type établie par le pouvoir adjudicateur avant la date limite de remise des offres

Pour le sous-critère « montant du BPU » : une simulation type sera établie par le pouvoir adjudicateur avant la date limite de remise des offres.

--

Tout candidat n'ayant pas obtenu la note minimale de 30/60 concernant la valeur technique sera éliminé sans que le critère relatif à la valeur financière de l'offre ne soit examiné.

Conformément aux articles L. 2142-1 et R. 21447 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

6-3-Offres anormalement basses

Conformément à l'article R. 2152-3 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 7 – Visite préalable du site

Une visite facultative des locaux, en présence du maître d'ouvrage est prévue le **7 janvier 2020**, à 10h00.

Les candidats doivent confirmer leur présence ainsi que le nom et coordonnées des personnes y participant (2 personnes maximum par candidature) en écrivant à contact@citedutheatre.fr. Le port du masque est obligatoire.

ARTICLE 8 – Renseignements complémentaires

Toutes les questions et/ou demandes de renseignements complémentaires qui pourraient être formulées par les candidats devront parvenir au GIP au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les candidats sont tenus de poser leurs questions sur la plateforme PLACE.

ARTICLE 9 – Modalités de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75004 PARIS (E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr Téléphone : 01 44 59 44 00 – Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>